

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 12 MARS 1978 CIRCONSCRIPTION DE PAU

André LABARRÈRE

Candidat du Parti socialiste soutenu par le mouvement des Radicaux de Gauche

Chers Amis.

Au-delà des replâtrages, des fausses querelles, des divergences de façade, la majorité actuelle règne en maître sur notre pays. Son seul souci est de rester au pouvoir. Les jeunes qui vont voter le 12 Mars pour la première fois ont toujours connu les mêmes gouvernants dont l'action se solde par un échec total. Le gouvernement actuel « produit » 2.000 chômeurs par jour. Le chômage, c'est non seulement le sentiment terrible de l'inutilité d'une vie, la lente désagrégation de la famille, la descente aux enfers de la désespérance ; c'est également un drame national. Un million et demi de chômeurs ! Au-delà de toute considération philosophique ou politique, il est une évidence : cette situation ne peut plus durer. Nous n'avons pas le droit de nous résigner. Il y va de notre dignité d'homme et de l'avenir de la France. Le matraquage que nous subissons à la télévision et à la radio prouve, certes, le désarroi de la majorité actuelle, mais aussi son dédain pour les capacités de réflexions des Français. Nos concitoyens souhaitent une campagne électorale calme, empreinte de tolérance, un débat d'idées, une réflexion profonde sur l'avenir de notre société et les solutions proposées.

Le Parti Socialiste et le Mouvement des Radicaux de Gauche sont profondément attachés à une Société libre où chacun pourra s'épanouir dans le respect des autres. Liberté, Socialisme et Démocratie sont indissociables. Or, aucun épanouissement n'est permis au chômeur, aucune justice n'est possible dans une société de privilèges. Notre premier objectif est donc l'élimination du chômage.

UN EMPLOI POUR CHACUN

Dès la première année, nous créerons, en priorité pour les jeunes et les femmes, 500.000 emplois dont 150.000 pour améliorer la qualité du service public (éducation, culture, santé, loisirs, sports, P.T.T.) 60.000 étant mis par l'Etat à la disposition des collectivités locales.

PLAN DE DÉVELOPPEMENT DU BÉARN ET DES PAYS DE L'ADOUR

La logique du système capitaliste entraîne un sous-développement toujours plus important des régions défavorisées. Nous avons été colonisés. Le ralentissement de la production prévu à partir de 1983 exige que, dès maintenant, un plan de développement soit mis en place. Nous en proposons ici les principaux éléments :

- 10 % des bénéfices tirés par la S.N.E.A. (P) du gisement de Lacq seront réinvestis dans la région.
- PAU deviendra une capitale pétrolière par le rapatriement en Béarn des centres de décision de Paris.
 L'industrie aéronautique sera développée (avec Turboméca, secteur stratégique) ainsi que les industries
- agro-alimentaires, les industries du bois et du cuir par la transformation sur place des productions.

 Un effort particulier sera fait en faveur des Petites et Moyennes Entreprises, qui sont d'indispensa-
- Un effort particulier sera fait en faveur des Petites et Moyennes Entreprises, qui sont d'indispensa bles créateurs d'emplois. Pour les aider nous avons prévu toute une série de mesures spécifiques.
- Les exploitations familiales agricoles seront protégées et renforcées par une politique foncière au service des agriculteurs pour assurer des productions de qualité en tous domaines : élevage, vigne, maïs, tabac.

SALAIRES, PRESTATIONS FAMILIALES, FISCALITÉ, RETRAITE

A cet égard, nos principales propositions sont bien connues. Nous en rappelons l'essentiel :

• Relèvement du SMIC à 2.400 F par mois • Hausse de 50 % des prestations familiales • Exonération de la T.V.A. sur les produits de première nécessité • Lutte contre l'évasion fiscale • Impôt sur le capital pour les grosses fortunes • Droit à la retraite à 60 ans pour les hommes et à 55 ans pour les femmes, pour ceux qui la désirent.

AGRICULTEURS: NIVEAU DE VIE DÉCENT ET RESSOURCES ASSURÉES

En Aquitaine, le revenu moyen des agriculteurs est de 25 % inférieur à la moyenne nationale. Ils sont, plus que les autres, victimes de la fragilité des marchés pour la vente de leurs produits. Il importe de leur donner des chances égales, que seuls des prix garantis peuvent leur fournir. Or, cette garantie des prix à la production ne peut être acquise et maintenue que par la création d'offices par produits.

D'autre part il ne suffit pas de dire que la terre doit rester à ceux qui la travaillent : il faut la réserver également à ceux qui en manquent. Aussi, proposons-nous des SAFER décentralisées et démocratisées, gérées par les agriculteurs. Dans le même esprit sera instauré un Statut de l'agricultrice qui consacrera les responsabilités effectives assumées par les épouses d'agriculteurrs sur leurs exploitations.

Sous le prétexte de faire du Marché Commun une zone de libre-échange on a abouti en fait à installer une Europe des Marchands, au lieu de cette Europe des Peuples qui était le véritable objectif du Traité de ROME.

LES PERSONNES DU TROISIÈME AGE

Une société qui néglige les personnes du troisième âge et ne leur offre, comme aujourd'hui, qu'une aide dérisoire est une société indigne de ce nom. Des mesures immédiates s'imposent :

— pour tous les titulaires du Fonds National de Solidarité, 1.300 F par mois dès le 1^{et} Avril 1978. Cette somme sera augmentée tous les six mois pour atteindre 80 % du SMIC,

— pour toutes les veuves, la possibilité de cumuler leur pension personnelle avec leur pension de réversion,

- pour tous les conjoints survivants la pension fixée à 60 % de la retraite du conjoint décédé,

— pour toutes les retraites, le taux de 75 %, calculé sur les dix meilleures années.

JEUNESSE

Deux grands principes nous guideront en ce domaine :

— favoriser l'exercice par les jeunes de leurs responsabilités dans la société (droit d'être élu à 18 ans pour les municipales, par exemple),

— donner à tous les jeunes gens et les jeunes filles des chances égales dans l'éducation, le métier, le travail, les loisirs et la culture.

Pour cela sera créé un Comité National de la Jeunesse.

SANTÉ

Un effort particulier sera entrepris d'urgence en faveur de la protection de la Santé et de la Sécurité Sociale. Le secteur hospitalier public sera, en priorité, amélioré et développé; sa gestion sera démocratisée. Parallèlement, pour éviter les gaspillages auxquels se livrent les trusts pharmaceutiques sans avantage réel pour la santé publique, un office national sera créé a fin de promouvoir la recherche, contrôler la fabrication et assurer l'information scientifique du corps médical.

ÉDUCATION

L'école a une triple mission : former le travailleur, le citoyen et l'homme. C'est pourquoi, elle doit rejeter toute ségrégation sociale, combattre toutes les inégalités culturelles, donner à chacun toutes les chances d'entreprendre ou de reprendre les études. Pour atteindre cet objectif, sera mis en place un service public laïque de l'Education Nationale dans le respect des croyances et des philosophies.

L'orientation scolaire, puis professionnelle, per mettra à chaque jeune d'effectuer son choix et le droit à la formation permanente sera garanti à tout travailleur. L'amélioration de la formation des maîtres, la révision globale des programmes et des méthodes, iront de pair avec la sauvegarde des Universités et le développement de la Recherche Scientifique et Technique.

LA JUSTE INDEMNISATION DES RAPATRIÉS

André LABARRERE et les députés socialistes ont déposé une proposition de loi sur les rapatriés, fondée sur :

- l'abolition de la grille actuelle,

- la révision des modes injustes d'évaluation,

- l'admission de la preuve par tous les moyens des pertes subies,

— la revalorisation des indemnités en fonction de la dépréciation monétaire,

— une indemnisation qui permettra la reconstitution du patrimoine familial, à l'exclusion du rétablissement des grandes fortunes. La juste réinstallation des rapatriés deviendra une réalité.

LES HANDICAPÉS

Il naît en France un enfant handicapé toutes les vingt minutes. Il faut intégrer à la société les 2.800.000 Français qui, pour de multiples raisons (physiques, psychiques, etc...), ne peuvent s'adapter à la vie actuelle. Il ne s'agit pas de charité mais de justice et de solidarité nationale.

CHANGER LA VIE

Il n'est de politique valable sans la recherche de la qualité de la vie. L'environnement doit non seulement être préservé mais constamment amélioré. L'écologie n'est pas un mode mais une nécessité. Par notre politique à PAU, nous avons montré notre attachement à ces principes.

Dans les limites étroites d'une profession de foi, nous ne pouvons tout dire. Mais vous savez que nous avons un programme précis et raisonnable avec les partis de gauche : le Programme commun de Gouvernement. Vous le connaissez. Nous le développons tout au long de la campagne. Nous l'appliquerons avec les indispensables mesures d'actualisation. Avec le Parti Socialiste et le Mouvement des Radicaux de Gauche, dites non à la résignation et oui à l'espoir. Nous avons beau coup travaillé pour vous au Parlement. Nous vous avons défendus. Aidez-nous à réaliser le renouveau de notre pays.

POUR CHANGER LA VIE ET DONNER DE NOUVELLES CHANCES A NOTRE REGION, VOTEZ POUR L'EQUIPE ANDRE LABARRERE - GEORGES LABAZEE.

André LABARRÈRE

Agrégé de l'Université
Docteur ès Lettres
Député sortant
Maire de Pau
Conseiller Général de Jurançon
Conseiller Régional d'Aquitaine
Ancien Vice-Président
de l'Assemblée Nationale

Georges LABAZÉE

Instituteur Maire-Adjoint de Viven Conseiller Général de Thèze